



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-FRAPRU-s-invite-dans-la-campagne-electorale-federale>

Le FRAPRU s'invite dans la campagne électorale fédérale

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mardi 25 août 2015

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 25 août 2015 - Le Front d'action populaire en réaménagement urbain entre de plein pied dans la campagne électorale fédérale. Le FRAPRU, qui s'est fait reconnaître comme tiers par Élections Canada, utilisera toute une panoplie de moyens pour faire en sorte que le logement social devienne un enjeu de la campagne.

Le coordonnateur de l'organisme, François Saillant, s'inquiète que « des sujets aussi cruciaux que le logement, l'itinérance et plus généralement la lutte contre la pauvreté soient jusqu'ici absents de la campagne ». Celui lui semble d'autant plus alarmant que, selon les données du gouvernement fédéral lui-même, 1 552 000 ménages ont des besoins impérieux de logement au Canada, dont 348 500 au Québec. Il ajoute qu'un rapport récent de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance évalue à plus de 235 000 le nombre de personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance à un moment ou à un autre d'une année, au Canada.

Mettre fin au laissez-faire

Le FRAPRU se montre très critique de ce qu'il appelle le laissez-faire du gouvernement conservateur de Stephen Harper dans le domaine de l'habitation : « Depuis 2011, le gouvernement n'a accordé que des miettes de 250 millions \$ par an à l'ensemble des provinces et des territoires pour tous leurs programmes d'aide aux ménages toujours aux prises avec des problèmes de logement. Ainsi, le Québec ne reçoit annuellement que 57,7 millions \$ de la part d'Ottawa, ce qui représente l'équivalent des subventions gouvernementales nécessaires à la réalisation d'à peine 687 logements sociaux dans le programme AccèsLogis. C'est ridicule ! », s'exclame François Saillant. Le FRAPRU réclame que les partis politiques aspirant au pouvoir, soit le Nouveau parti démocratique et le Parti libéral du Canada, s'engagent à faire beaucoup plus s'ils se retrouvent à la tête du prochain gouvernement.

L'organisme s'indigne par ailleurs que le gouvernement Harper ait fermé la porte à la prolongation des subventions à long terme au parc actuel de logements sociaux, de sorte que 33 000 logements publics, coopératifs et sans but lucratif ont perdu toute aide fédérale entre 2011 et 2014 et que 25 000 autres en seront privés en 2015, dont 5000 au Québec. Selon le FRAPRU, la perte de ces subventions entraîne des hausses de loyer, souvent majeures, pour les locataires à faible revenu qui y demeurent et rend du même coup ces logements beaucoup moins accessibles financièrement pour tous les ménages qui entreront à l'avenir. « Ce sont 553 700 logements sociaux qui sont présentement menacés par la fin de leur financement fédéral, dont 125 500 au Québec. C'est pourquoi il est si important que tous les partis politiques fédéraux s'engagent fermement à maintenir le 1,7 milliard \$ que le gouvernement fédéral consacre annuellement à cette fin », explique François Saillant.

Des actions

D'ici la fin de la campagne électorale, le FRAPRU utilisera toute une série de moyens pour critiquer le gouvernement conservateur et mettre de la pression sur les partis d'opposition pour qu'ils prennent des engagements clairs et chiffrés en habitation. Un bulletin d'information sera publié au cours des prochains jours. Le jeudi 24 septembre, des actions visant les partis seront organisées dans plusieurs régions du Québec. Stephen Harper et les chefs des principaux partis qui n'auront pas pris des engagements satisfaisants seront aussi interpellés bruyamment lors de leurs passages dans différents coins de la province. Le FRAPRU se concertera également avec d'autres organismes du Québec comme du reste du Canada, pour mener des interventions en commun.